L'essentiel

La Région bruxelloise finalise la reprise en main de la SRIB

Un audit indépendant avait émis des recommandations pour dynamiser le travail de l'invest bruxellois. Le ministre Gosuin veut terminer la rationalisation de l'outil.

MATHIEU COLLEYN

Assemblée générale de la SRIB ce mardi. Le bras armé de la Région bruxelloise en matière de soutien financier aux entreprises doit adopter son rapport d'activité 2017 et se pencher sur la réforme de sa gouvernance. Ainsi, le Conseil d'administration qui sera mis en place à la suite des élections régionales de 2019, ne comptera par exemple plus que 13 membres, contre 20 aujourd'hui.

L'occasion pour Didier Gosuin (Défi), ministre de l'Économie et de tutelle sur l'invest public, de faire le point sur le processus de rationalisation entamé en 2015. On se rappellera qu'un audit mené par EY à sa demande avait identifié une vingtaine de chantiers à mener afin d'optimaliser l'outil économique et surtout le doter d'une culture de réflexion stratégique. Le gouvernement bruxellois en ajouta 13. De quoi compléter une véritable remise en main régionale de cet organisme qui, depuis les années 90 et une plantureuse plus-value dans les télécoms, se passe de subsides directs et semblait fonctionner en vase clos.

Les salaires des futurs dirigeants rabotés

«90% des dossiers ne passaient même plus au CA de la SRIB mais dans ses filiales», déplore Didier Gosuin qui a souhaité remettre un peu de transparence dans le fonctionnement de la SRIB. L'an dernier, le principe d'un comité stratégique associant des observateurs extérieurs était adopté. Sa mission sera de contrôler si la SRIB opère dans le respect des demandes de la Région et en accord avec les besoins du tissu économique bruxellois. Les commissaires de gouvernement seront, à l'avenir, présents au comité de rémunération de la SRIB, ajoute le ministre. *«Avant, c'était de l'entre-soi.»*

LE RÉSUMÉ

Un audit externe a formulé **21 recommandations** pour réformer la SRIB.

Le travail est **pratiquement terminé,** annonce le ministre Didier Gosuin.

Une **réduction des filiales** sera opérée.

De fait, les rémunérations des quatre (ils ne sont aujourd'hui plus que trois) dirigeants de la SRIB, pointées par l'audit, ont déjà fait couler beaucoup d'encre. Nos confrères du Tijd ont soulevé récemment que l'ex ministre Open Vld Jean-Luc Vanraes y gagnait plus (près de 300.000 euros brut annuellement) que le Premier ministre.

Le rapport d'audit souligne le manque de transparence quant à la rémunération des dirigeants de la SRIB et une gouvernance qui *«manque de formalisation»*. Entre autres réductions décidées à la suite de l'audit, les jetons de présence des administrateurs seront limités à 120 euros. Les prochains patrons de la SRIB ne gagneront plus que 127.000 euros bruts hors avantages et ancienneté. Un chasseur de têtes a été mandaté pour le remplacement de Serge Vilain, actuel patron de la SRIB, qui a déjà dépassé l'âge de la retraite. Les deux autres directeurs sont sous contrat et ne seront pas délogés avant la fin de leur mandat ou de leur carrière.

Mais le plus gros chantier qu'il reste à mener d'ici la fin de l'année demeure la réorganisation des structures et filiales de la SRIB en trois pôles. Ceux-ci doivent prendre le pas sur les huit entités distinctes qui coexistent aujourd'hui. Brustart (start-ups), Brusoc/Brupart (TPE) et le Fonds bruxellois de garantie vivraient chacun sous la coupole de la SRIB. Brinfin, la filiale qui s'occupait principalement de la dette des 19 communes sera intégrée à l'Agence régionale de la dette.

Sur cette base, la SRIB devra nouer des collaborations avec hub.brussels, qui rassemble les outils publics d'accompagnement des entreprises. À l'avenir, hub.brussels devrait envoyer des administrateurs à la SRIB, annonce encore Didier Gosuin. *«Il faut dynamiser la politique d'investissement de la SRIB, et pour cela, il fallait un coup de pied dans la fourmillière,* martèle le ministre. *Un recours plus systématique aux services de la future agence pour l'accompagnement des entreprises financées par le groupe SRIB/finances.brussels permettrait de diminuer les risques pour la SRIB.»*

Une culture de l'évaluation

Chacun de ces pôles sera, outre leurs missions de base, traversé par quatre champs d'actions prioritaires: le soutien à l'économie sociale, l'économie circulaire, l'audiovisuel et l'innovation. Dans ces diverses matières, des fonds ont été constitués sur la cassette de la Région bruxelloise. *«Nous donnons des moyens, il faut que nous nous assurions de la pertinence de leur utilisation et que la SRIB ne thésaurise pas outre mesure ces moyens»*, décrète Didier Gosuin. Plus globalement, le ministre entend insuffler un peu plus d'évaluation des politiques menées par la SRIB. *«En Région bruxelloise, on est toujours dans l'autosatisfaction. À chaque rapport annuel, tout va toujours très bien. Ce n'est pas normal.»*

«En Région bruxelloise, on est toujours dans l'autosatisfaction.»

DIDIER GOSUIN
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE

gopress
Innovating Digital Content

L'Echo 08/05/2018, pages 4 & 5
Tous droits réservés. Réutilisation et reproduction uniquement avec l'autorisation de l'éditeur de L'Echo